



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, VENDREDI, 24 DECEMBRE 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4051

Proclamation

Canada, }
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUATRIÈME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le QUATRIÈME jour du mois de DECEMBRE mil neuf cent neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, 24th DECEMBER, 1909

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number. 4052

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FOURTH day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, you and each of you.—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FOURTH day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le TREIZIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoign, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

4843

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de décembre 1909, constituant en corporation MM. Fitz-James Ethelbert Browne, expert d'immeubles, de Westmount, John Seath Smith, architecte, et Arthur Plow, teneur de livres, de la cité de Montréal, John Heggie, dessinateur, de la ville de Lachine, et Louis Gosselin, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'agents d'immeubles, experts, estimateurs, courtiers d'immeubles, architectes, ingénieurs, entrepreneurs et constructeurs ;

Entreprendre par contrat estimé ou autrement les plans, spécifications et tous les autres détails concernant la construction de moulin, factorie, entrepôts, maisons et autres bâtisses et en surveiller la construction et les matériaux ;

Acquérir par aucun titre quelconque des immeubles de toute sorte et louer, vendre, échanger, employer ou en disposer autrement ;

Faire en général les affaires d'agent d'immeubles y compris l'entreprise d'examen, évaluations, ventes, échanges, sous-division et autres ;

Agir comme arbitres, experts en général, amiables compositeurs et arbitres en général concernant toute sorte de propriété, meubles et immeubles, et faire rapport en conséquence ;

Négocier des prêts, ventes, échanges, baux et toutes autres formes de contrat concernant les immeubles ;

Faire et entreprendre toutes affaires et choses nécessaires, avantageuses ou utiles à aucun des pouvoirs et droits accordés par le présent, y compris le droit d'acquérir les actions, obligations, débetures ou autres formes de titre et garantie de compagnie à fonds social formées pour les mêmes fins et objets en échange pour actions, obligations ou débetures dans la compagnie ;

Garantir et percevoir comme rémunération pour

Now KNOW YE that, for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the THIRTEENTH day of the month of JANUARY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

4844

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1909, incorporating Messrs. Fitz-James Ethelbert Browne, real estate expert, of Westmount, James Seath Smith, architect, and Arthur Plow, book-keeper, of the city of Montreal, John Heggie, draughtman, of the town of Lachine, and Louis Gosselin, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as real estate agents, experts, valuers, realty brokers, architects, engineers, contractors and builders ;

To undertake by estimate contract or otherwise the designing, specifications and all other details respecting the construction of mills, factories, warehouses, dwellings and other buildings and to supervise the construction and equipment of same ;

To acquire by any title whatsoever real estate of all kinds and lease, sell, exchange or otherwise use and dispose of the same ;

To do a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, subdivisions, and the like ;

To act as arbitrators, general experts, amiables compositeurs and referees generally in respect of all kinds of property, moveable and immoveable, and report accordingly ;

To negotiate loans, sales, exchanges, leases, and all other forms of contract in respect of real estate ;

To do and undertake all matters and things necessary, advantageous or ancillary to any of the powers and rights hereby granted, including the right to acquire the shares, bonds, debentures or other forms of title and security of joint stock companies formed for like purposes and objects, in exchange for shares, bonds or debentures in the company ;

To secure and collect as a return for its services

ses services ou services d'aucun de ses officiers ou employés, dans l'exercice des droits et pouvoirs conférés par le présent; dépenses, honoraires, commissions ou toute autre forme de rémunération suivant le tarif, évalués ou qui peuvent être convenus entre la compagnie et les personnes faisant les mêmes affaires, sous le nom de "The House of Browne, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (\$200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1909.

JOS. DUMONT,
5121 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de décembre 1909, constituant en corporation MM. Paul Tourigny, marchand, C. Antonio Beaudet, comptable, J. Albert Alluisi, ouvrier, J. Cléophas Héon, commerçant, Jean M. Bissonnette, marchand, Paul Lavigne, épiciier, J. Edouard Alain, comptable, Patrick H. Walsh, comptable, Wilfrid Laliberté, avocat, Joseph M. Drouin, comptable, Louis H. Couillard, gérant, de Victoriaville, et Wilfrid R. Boisvert, de Saint-David de L'Aube-Rivière, dans les buts suivants :

Manufacturer des matelas et généralement tous les accessoires pour lits, tels que sommiers, oreillers, traversins, etc. ;

Manufacturer aussi des meubles de toutes sortes et faire la bourrure des meubles en général ainsi que celle des voitures et objets quelconques ;

Manufacturer tout le pouvoir électrique dont elle peut avoir besoin pour son fonctionnement ou son utilité ;

Acquérir des immeubles, etc., et en général tous les pouvoirs des compagnies de Québec, sous le nom de "The Canada Mattress Manufacturing Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de décembre 1909.

JOS. DUMONT,
4997-2 Sous-secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun

or of any of its officers or employees, in the exercise of the rights and powers hereby conferred, expenses, fees, commissions or any other form or remuneration according to tariff, value or as may be agreed between the company and persons dealing therewith, under the name of "The House of Browne, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixteenth day of December, 1909.

JOS. DUMONT,
5122 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1909, incorporating Messrs. Paul Tourigny, merchant, C. Antonio Beaudet, accountant, J. Albert Alluisi, workman, J. Cléophas Héon, trader, Jean M. Bissonnette, merchant, Paul Lavigne, grocer, J. Edouard Alain, accountant, Patrick H. Walsh, accountant, Wilfrid Laliberté, advocate, Joseph M. Drouin, accountant, Louis H. Couillard, manager, of Victoriaville, and Wilfrid R. Boisvert, of Saint David de l'Aube Rivière, for the following purposes :

To manufacture mattresses and in general any accessories for beds, such as ticks, pillows, bolsters, etc.

To manufacture also furniture of all kind* and to do the stuffing of furniture and also of vehicles and objects of any sort.

To manufacture all the electric power it may require for its working and usefulness.

To acquire immoveables, etc., and generally all the powers of Quebec companies, under the name of "The Canada Mattress Manufacturing Company", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is at Victoriaville.

Dated from the office of the secretary of the province, this seventh day of December, 1909.

JOS. DUMONT,
4998 Deputy Provincial Secretary

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any

amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment

parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être up pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

4053

G. C. L.

former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seek to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend an act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same a paid in each house.

R. CAMPBELL,

4054

C. L. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letter Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"], or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause

pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de

Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 750 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company,

téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

4055

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte divisant la municipalité de la paroisse de Saint-Tite, comté de Champlain, et érigeant une municipalité de ville distincte et séparée de la première qui sera connue sous le nom de "Municipalité de la ville de Saint-Tite Ville."

Cette nouvelle municipalité sera bornée au nord par le ruisseau Le Bourdais, à l'est par une ligne partant du ruisseau Le Bourdais, à cinq arpents et un quart de la rue Notre-Dame, passant sur le lot No 307, en ligne avec la clôture du cimetière, allant vers le sud et traversant les lots Nos 247, 246, 245, 243, 241, 233, 224, 81, 92 et 83, jusqu'au lot No 84 exclusivement, à une distance de cinq arpents et deux perches de la rue La Montagne, du côté sud partie du dit lot No 84, par partie du lot No 211, et par le lot No 210, vers l'ouest par la rivière des Envies, les dits numéros de lots étant les numéros du cadastre pour la dite paroisse.

ST. LAURENT & METAYER,

Procureurs des requérants.

Québec, 26 novembre 1909. 4855-4

Avis est par le présent donné que Louis Presner, D. Stark, J. Stober, David Aronovitch, M. H. Axelrad, David Sperber, B. Selinge, T. Goodman, A. Finkelstein, M. Manis, Ch. Schacher, marchands, Ch. L. Rosenberg, teneur de livres, Myer Reichenbaum, tailleur, Wolf Leit, professeur, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer en une congrégation religieuse, sous le nom de "The Congregation Kehal Jeshurin", avec pouvoir d'acquiescer et posséder des meubles et immeubles, tenir des registres des actes de l'état civil et exercer tous les autres droits ayant rapport à une corporation religieuse et pour autres fins.

M. M. SPERBER,

Procureur des requérants.

Montréal, 19 novembre 1909. 4805-5

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville d'Aylmer s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte pour sanctionner et confirmer le règlement No 48, concernant l'acquisition d'un aqueduc, adopté le 21 décembre 1908, par son conseil municipal, et autres fins.

T. P. FORAN,

Procureur de la requérante.

Aylmer, décembre 1909. 4947-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par le révd. Aftimios Ofiesh, Chaheen Aboud, Essa Boosamra, Salim

or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

4056

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act dividing the municipality of the parish of Saint Tite, in the county of Champlain, and erecting a town municipality district and separate from the former which would be known under the name of "Municipality of the town of Saint Tite Ville".

This new municipality would be bounded to the north by the "Le Bourdais" brook, to the east by a line starting from the "Le Bourdais" brook, at five and one quarter arpents from Notre Dame street, running across lot number 307, in line with the cemetery fence, thence towards the south across lots 247, 246, 245, 243, 241, 233, 224, 81, 82 and 83, as far as lot number 84 exclusively, at a distance of five arpents and two perches from La Montagne street, to the south by part of said lot number 84, by part of lot number 211, and by lot number 210, to the west by the River des Envies, said lot numbers being the cadastral numbers for the said parish.

ST. LAURENT & METAYER,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 27th November, 1909. 4856

Notice is hereby given that Louis Presner, D. Stark, J. Stober, David Aronovitch, M. H. Axelrad, David Sperber, B. Selinge, T. Goodman, A. Finkelstein, M. Manis, Ch. Schacher, merchants, Ch. L. Rosenberg, book keeper, Myer Reichenbaum, cutter, Wolf Leit, teacher, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them as a religious congregation, under the name of the "Congregation Kehal Jeshurin", with power to acquire and possess movable and immovable property, to keep registers of acts of civil status and to exercise all other rights incident to a religious corporation and for other purposes.

M. M. SPERBER,

Attorney for petitioners.

Montréal, 19th November, 1909. 4806

Notice is hereby given that the corporation of the town of Aylmer will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify and confirm by-law No. 48, concerning the acquisition of water-works, passed on the 21st December, 1908, by its municipal council, and for other purposes.

T. P. FORAN,

Solicitor for petitioner.

Aylmer, December, 1909. 4948

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Rev. Aftimios Ofiesh, Chaheen Aboud, Essa Boosamra, Salim

Boosamra, Najeeb Tabah, Fahed Tabah, Mansour Shatilla, Michael Zegayer et autres, tous de Montréal, pour être incorporés en une congrégation religieuse, sous le nom de "The Saint Nicholas Greek Syrian Orthodox Church, avec pouvoir d'acquiescer et posséder des meubles et immeubles, tenir des registres, des actes de l'état civil et exercer tous les autres ayant rapport à une corporation religieuse et pour autres fins.

BERNARD & BARRY,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 15 décembre 1909.

5115-2

Boosamra, Najeeb Tabah, Fahed Tabah, Mansour Shatilla, Michael Zegayer and others, all of Montreal, to incorporate them as a religious congregation, under the name of "The Saint Nicholas Greek Syrian Orthodox Church, with power to acquire and possess movable and immovable property, to keep registers of acts of civil status and to exercise all other rights incident to a religious corporation and for other purposes.

BARNARD & BARRY,

Solicitors for applicants.

Montreal, 15th December, 1909.

5116

Avis Divers

Liste des candidats du district des Trois-Rivières, aux examens pour l'admission à l'étude et à la pratique du droit qui auront lieu en janvier prochain, 1910.

Pour l'admission à la pratique.

Adélar Provencher, de la cité et du district des Trois-Rivières, âgé de 32 ans.

Pour l'admission à l'étude.

Thomas D. Malone, de la cité et du district des Trois-Rivières, âgé de 21 ans, a étudié à l'école des Frères des Ecoles Chrétiennes, en cette dite cité.

CHARLES BOURGEOIS,

Secrétaire pour le Barreau des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 11 décembre 1909.

5127

Miscellaneous Notices

List of candidates of the district of Three Rivers for admission to the study and the practice of law at the examinations to be held in January next, 1910.

For admission to practice.

Adélar Provencher, of the city and district of Three Rivers, aged 32 years.

For admission to study.

Thomas D. Malone, of the city and district of Three Rivers, aged 21 years, studied at the Christian Brothers' School, in the said city.

CHARLES BOURGEOIS,

Secretary

Bar of Three Rivers.

Three Rivers, 11th December, 1909.

5128

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 11 janvier 1910.—Examinations of the 11th January, 1910.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age	Résidence.	Collèges.
1	Allan.....	Ralph F....	21	Montréal.....	Ecole Comm. Technique de Montréal & cours de Boisseau.
2	Béique.....	Victor.....	20	".....	Collèges Loyola & Ste-Marie.
3	Blouin.....	J. B.....	20	".....	Collège de Marieville & cours de Kerméno.
4	Bush.....	Segfried....	30	".....	High School, Montréal & Shortell's Acad.
5	Chassé.....	Aimé.....	23	".....	Ecole St-Elphège & Sem. de Nicolet.
6	Decary.....	Paul A.....	21	".....	Ecole Belmont & collège Ste-Marie.
7	Desaulniers....	Raymond....	20	".....	Mont St-Louis, High School & cours Leblond de Boissieu.
8	Ethier.....	Benjamin....	19	".....	Coll. Ste-Marie & cours Leblond de Boissieu
9	Gendron.....	Lucien.....	19	St-Hyacinthe....	Mont St-Louis et cours de Kerméno.
10	Handfield.....	Albert.....	19	Montréal.....	Collège de Montréal & cours Leblond de Boissieu.
11	Hay.....	Albert.....	21	".....	Coll. Ste-Marie, coll. de Montréal & cours Leblond de Boissieu.
12	Hurteau.....	Adolphe....	21	".....	Collège de Montréal & cours Leblond de Boissieu.
13	Labelle.....	Alfred.....	18	".....	Coll. Ste-Marie, cours Colonnier et Duval.
14	Lafontaine.....	Ernest.....	19	".....	Coll. de Montréal, coll. Ste-Marie & cours de Kerméno.
15	Lavergne.....	Chs. Edouard	21	".....	Ecole de Rigaud, coll. Bourget, Rigaud.
16	Manolson.....	Samuel E....	18	".....	Montréal High School, Shortell's Acad.
17	Mackay.....	J. H.....	18	".....	Académie Comm. catholique & cours Leblond de Boissieu.
18	Mingie.....	Geo. Walter.	34	".....	Montreal High School & McGill University.
19	Pariseau.....	La. Phil.....	21	St-Esprit.....	Collège de L'Assomption.
20	Poupore.....	Ray.....	18	Montréal.....	Loyola collège et Shortell's Academy.
21	Quevillon..	Hector.....	18	".....	Coll. St-Laurent & cours de Kerméno.

ARTHUR VALLEE.

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 11 décembre 1909.—11th December, 1909.

5079-80,2

Barreau de la province de Québec.—Bar of the province of Quebec.

Section de Québec.—Section of Quebec.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates for the study of law.

Examen de janvier 1910.—Examination of January, 1910.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Brasset...	Maurice L.	25 ans—years..	Iles de la Madeleine..	Ste-Anne et Laval.
Falardeau.	Adrien.	20 ans—years..	Québec.....	Séminaire de Québec.
Hébert. . .	Maurice L.	21 ans—years..	Québec.....	Séminaire de Québec.
Pouliot. . .	Jean-François .	19 ans—years..	Québec.....	Séminaire de Québec.
Roy.....	P. M. Létare..	27 ans—years..	Lévis.	Collège Lévis et prof. L. P. Pelletier.
St. Denis..	Léopold.....	26 ans—years..	Québec.....	Cours privé, Abbé Roy.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary of the bar of Quebec.
 Québec, 15 décembre 1909.—Quebec, 15th December, 1909. 5077-78-2

Province de Québec.—Province of Quebec.

Barreau de Saint-François.—Bar of Saint Francis.

Liste des candidats pour admission à l'étude du droit à l'examen du 11 janvier 1910.

List of candidates for admission to study law at examination to be held 11th January, 1910.

Prénoms. — Surnames.	Nom.—Name.	Résidence.	Age.	Ecoles et collèges. — Schools and colleges.
Leblanc.	François-Xavier Ant.....	Scotstown. . .	20	Séminaire Saint-Charles Barommée —Sherbrooke.

CHAS. D. WHITE,

Secrétaire du Barreau de Saint-François.—Secretary, Bar of Saint Francis.
 Sherbrooke, 13 décembre—13th December, 1909. 5023-24.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2626.

Dame Méléda Salvail, des cité et district de Montréal, épouse de Joseph Berthelet, tailleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Berthelet, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17 décembre 1909.

J. W. JALBERT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 17 décembre 1909. 5129

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No 237.

Dame Odile Bessette, du village de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Edmond Benoit, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Edmond Benoit, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

WILFRID BESSETTE,

Avocat de la demanderesse.

Sainte-Hyacinthe, 20 novembre 1909. 4765-5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 2628.

Dame Méléda Salvail, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Berthelet, tailor, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Joseph Berthelet, Defendant.
 An action for separation of property has been instituted in this cause, the 17th of December, 1909.

J. W. JALBERT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th December, 1909. 5130

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 237.

Dame Odile Bessette, of the village of Saint Césaire, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Edmond Benoit, trader, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Edmond Benoit, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted, this day, in this case.

WILFRID BESSETTE,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 20th November, 1909. 4766

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3954.

Dame Alexina Dagenais, épouse de Joseph Florida Varin, boucher, de Tetreauville, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Florida Varin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23^e jour de novembre 1909.

McAVOY, HANDFIELD &
HANDFIELD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 3 décembre 1909. 4925-3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 519.

Dame Clara Rodrigue, épouse de Joseph Deblois, du canton de Hereford, district de Saint-François, cultivateur, a pris contre son époux une action en séparation de biens.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 23 novembre 1909. 4811-5

Cour Supérieure.—Quebec.
No 559.

Albertine Bissonnette, épouse de Louis Bissonnette, de Québec, ingénieur, a institué une action en séparation de biens, ce jour.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,
Procureurs de la demanderesse.
23 novembre 1909. 4869-4

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 519.

Dame Florida Deslauriers, épouse de Timélaus Fleury, plombier, du village de Saint-Joseph, en le district de Beauce, Demanderesse ;

vs

Le dit Timélaus Fleury, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée en cette cause par la demanderesse contre le défendeur.

PACAUD & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 30 novembre 1909. 4863-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3951.

Dame Marie Louise Lefebvre, épouse commune en biens de Wilfrid Lauzon, de la ville de Verdun, district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit Wilfrid Lauzon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.

DESAULNIERS & VALLÉE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 1^{er} décembre 1909. 4883-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1512.

Dame Adèle Beauchamp, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Duquette, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Duquette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur en cette cause, le 4 novembre 1909.

ST. JULIEN & THEBERGE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 13 novembre 1909. 4767-5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3954.

Dame Alexina Dagenais, wife of Joseph Florida Varin, butcher, of Tetreauville, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Florida Varin, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 23rd day of November, 1909.

McAVOY, HANDFIELD &
HANDFIELD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 31 December, 1909. 4926

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 519.

Dame Clara Rodrigue, wife of Joseph Deblois, of the township of Hereford, district of Saint Francis, farmer, has taken an action for separation of property against her husband.

St. PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 23rd November, 1909. 4812

Superior Court—Quebec.
No. 559.

Albertine Bissonnette, wife of Louis Bissonnette, of Quebec, engineer, has, this day, instituted an action for separation as to property.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,
Attorneys for plaintiff.
23rd November, 1909. 4870

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 519.

Dame Florida Deslauriers, wife of Timélaus Fleury, plumber, of the village of Saint Joseph, in the district of Beauce, Plaintiff ;

vs

The said Timélaus Fleury, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause, by the plaintiff against the defendant.

PACAUD & MORIN,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 30th November, 1909. 4864

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3951.

Dame Marie Louise Lefebvre, wife common as to property of Wilfrid Lauzon, of the town of Verdun, district of Montreal, Plaintiff ;

vs

The said Wilfrid Lauzon, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted.

DESAULNIERS & VALLÉE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st December, 1909. 4884

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1512.

Dame Adèle Beauchamp, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Duquette, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Charles Duquette, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 4th November, 1909.

ST. JULIEN & THEBERGE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th November, 1909. 4768

Province de Québec, district de Saint-François—
No 517—Dame Aldégonde Dion, de la paroisse de
Saint-François-Xavier de Brompton, épouse com-
mune en biens de Eugène Mignault, journalier, du
même lieu, a, ce jour, poursuivi son mari en sépa-
ration de biens.

EMILE RIOUX,

Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 22 novembre 1909.

4807-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2874.

Dame Alice Lévesque, de la cité et du district de
Montréal, épouse commune en biens d'Alfred La-
mouche, autrefois inspecteur de police, du même
lieu, maintenant de lieux inconnus,

Demanderesse ;

vs

Alfred Lamouche, autrefois inspecteur de police, de
la cité et district de Montréal, maintenant de
lieux inconnus, Défendeur.

La demanderesse a institué un séparation de biens
contre le défendeur.

LOUIS MASSON,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 30 novembre 1909.

4931-3

Province of Quebec, district of Saint Francis—
No. 517—Dame Aldégonde Dion, of the parish of
Saint François-Xavier de Brompton, wife common
as to property of Eugène Mignault, laborer, of the
same place, has, this day, sued her husband for se-
paration as to property.

EMILE RIOUX,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 22nd November, 1909.

4808

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2874.

Dame Alice Levesque, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Alfred
Lamouche, formerly police inspector, of the same
place, now of parts unknown,

Plaintiff ;

vs

Alfred Lamouche, formerly police inspector, of the
city and district of Montreal, now of parts un-
known, Defendant.

An action for separation as to property has been
instituted by the plaintiff against the defendant.

LOUIS MASSON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 30th November, 1909.

4932

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Joseph Laurence, marchand général, "M.
Laurence & Cie", de Saint-Faustin, Québec,
Failli.

Avis est par les présentes donné que, par ordre
de cette cour, le 16e jour de décembre courant, j'ai
été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en
a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses
créanciers.

Les réclamations devraient être produites à mon
bureau sous trente jours, pour être colloquées sur la
feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Montréal, 16 décembre 1909.

5125

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Albert Gibeau, 1693, Notre-Dame O., Mon-
tréal, Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 18e jour
de décembre 1909, j'ai été nommé, par ordre de la
cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être pro-
duites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,

Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".

Montréal, 20 décembre 1909.

5137

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

In re Dame P. L. Michaud, Saint-Gabriel de Bran-
don.

Avis est donné que, le 16e jour de décembre
1909, par un ordre de la cour, j'ai été nommé cura-
teur à la succession de la sus-nommée, qui a fait une
cession judiciaire de tous ses biens et effets au bé-
néfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon
bureau sous un mois de cette date.

A. TURCOTTE,

Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,

97, rue Saint-Jacques.

Montréal, 17 décembre 1909.

5123

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Joseph Laurence, general merchant, "M.
Laurence & Cie", of Saint Faustin, Quebec,
Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of this court,
on the 16th day of December instant, I was ap-
pointed curator to the property of the said insolv-
ent, who has made a judicial abandonment thereof
for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within thirty
days to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.

Montreal, 16th December, 1909.

5126

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Albert Gibeau, 1693, Notre-Dame W., Mon-
tréal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 18th day of
December, 1909, by order of this court, I have
been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within
one month from this date.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office : 408 "Power" building.

Montreal, 20th December, 1909.

5138

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

In re Dame P. L. Michaud, Saint Gabriel de Bran-
don.

Notice is hereby given that, on the 16th day of
December, 1909, by order of the court, I was ap-
pointed curator to the estate of the above named,
who has made a judicial abandonment of all her
assets for the benefit of her creditors.

Claims must be filed at my office within one
month from this date.

A. TURCOTTE,

Curator.

Office of Kent & Turcotte,

97, Saint James street.

Montreal, 17th December, 1909.

5124

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Dame Annie Ness "British Jobbing Co.", marchande de chaussures, de Montréal, Insolvable ;

et

Auguste Leblanc, Curateur.
Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux biens de la susdite insolvable.

Les réclamations devront être filées à mon bureau d'ici à trente jours afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

AUGUSTE LEBLANC,
Curateur.

Bureau de Alexandre Desmarteau,
No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 17 décembre 1909. 5131

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Victor St. André, hôtelier, de la cité de Montréal, Failli ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations devront être filées à mon bureau dans les trente jours, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No. 60, Notre-Dame East, Montréal.
Montréal, 17 décembre 1909. 5133

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 4001.

Dans l'affaire de Célestin Marceau, marchand, Petit Méchins, Insolvable ;

et

Germain Bélanger, marchand, Québec, Créancier requérant cession.
Avis est par le présent donné que le dit débiteur a, le 30 octobre, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Rimouski.

J. A. LARUE,
Gardien provisoire.

Québec, 20 décembre 1909. 5135

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de F. F. Taylor, Montréal, Failli

Avis est par le présent donné que, le 17 du courant, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
205, rue Saint-Jacques, Montréal. 5139

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de M. J. Adler, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 21 du courant, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dite failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
205, rue Saint-Jacques, Montréal. 5149

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Dame Annie Ness "British Jobbing Co.", boot and shoe merchant, of Montreal, Insolvent ;

and

Auguste Leblanc, Curator.
Notice is hereby given that, by order of this court, I was, this day, appointed curator to the property of the aforesaid insolvent.

Claims must be filed in my office within thirty days so as to be collocated on the dividend sheet.

AUGUSTE LEBLANC,
Curator.

Office of Alexandre Desmarteau,
60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 17th December, 1909. 5132

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Victor St. André, hotel keeper, of the city of Montreal, Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that, by order of this court, I was, this day, appointed curator to the property of the aforesaid insolvent.

Claims must be filed at my office within thirty days to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 17th December, 1909. 5134

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 4001.

In the matter of Celestin Marceau, merchant, Petit Mechins, Insolvent ;

and

Germain Bélanger, merchant, Quebec, Creditor petitioner for assignment.
Notice is hereby given that the said debtor has, on the 30th of October, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Rimouski.

J. A. LARUE,
Provisional guardian.

Quebec, 20th December, 1909. 5136

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of F. F. Taylor, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 17th instant, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett,
205, Saint James street, Montreal. 5140

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of M. J. Adler, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 21st instant, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
205, Saint James street, Montreal. 5150

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de George Moore & Sons, de Lisgar,
Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 13^e jour de décembre courant, les susdits faillis ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

JAMES JOHNSTON,
Gardien provisoire.

Lawrence, Morris & McIver,
Procureurs des faillis et gardiens
provisoires.
Sherbrooke, 18 décembre 1909. 5147

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure*
May & Houlahan, Demandeurs ;

vs

Achille Joncas, Défendeur et failli.
Un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au dixième jour de janvier 1910, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH,
Curateur.
Sherbrooke, 23 décembre 1909. 5145

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
In the matter of George Moore & Sons, of Lisgar,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 13th day of December instant, the above named insolvents made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

JAMES JOHNSTON,
Provisional guardian.

Lawrence, Morris & McIver,
Attorneys for insolvents and provisional
guardians.
Sherbrooke, 18th December, 1909. 5148

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
May & Houlahan, Plaintiffs ;

vs

Achille Joncas, Defendant and insolvent.
A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the tenth day of January, 1910, after which date dividends will be payable at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke

JOHN J. GRIFFITH,
Curator.
Sherbrooke, 23rd December, 1909. 5146

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.

Arthabaska, à savoir : } **A**LBERT LAFOND,
No 1270. } Demandeur ; contre
EUGENE LACOURSE, Défendeur.

Un emplacement situé au village de Daveluyville, contenant environ soixante-douze pieds de front sur environ soixante-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, et connu au cadastre officiel du canton de Bulstrode, sous le numéro quarante-un-cent sept (41-107), de la subdivision primitive du numéro quarante-un—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER prochain, 1910, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 23 décembre 1909. 5155
[Première publication, 24 décembre 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **D**AME ALPHONSINE
No 216. } LANDRY, veuve de
feu Johnny Bergeron, Demanderesse ; contre FER-
DINAND GAUTHIER, Défendeur.

Une terre située dans le sixième rang du canton de Bulstrode, étant la moitié ouest du lot numéro trois cent dix-huit (318), du cadastre officiel pour le dit canton, joignant en front à la route du sixième rang ; borné au nord-est par Johnny Bergeron, ou ses représentants, et au sud-ouest par Joseph Dupuis ou ses représentants, et en profondeur par la route du septième rang—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Saint-Rosaire, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain (1910), à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 30 novembre 1909. 4853.2
[[Première publication, 4 décembre 1909.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers

Arthabaska, to wit : } **A**LBERT LAFOND,
No. 1270. } Plaintiff ; against EU-
GENE LACOURSE, Defendant.

An emplacement situate in the village of Daveluyville, containing about seventy two feet in front by about seventy two feet in depth, english measure, and known on the official cadastre for the township of Bulstrode, under number forty one—one hundred and seven (41-107), of the primitive subdivision of number forty one—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next, 1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 23rd December, 1909. 5156
[First published, 24th December, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **M**RS. ALPHONSINE
No. 216. } LANDRY, widow of
the late Johnny Bergeron, Plaintiff ; against
FERDINAND GAUTHIER, Defendant.

A farm situate in the sixth range of the township of Bulstrode, being the west half of lot number three hundred and eighteen (318), of official cadastre for said township, adjoining in front to the sixth range road ; bounded north easterly by Johnny Bergeron or representatives, and south westerly by Joseph Dupuis or representatives, and in depth by the seventh range road—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Saint Rosaire, on the SEVENTH day of JANUARY next (1910), at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 30th November, 1909. 4854
[First published, 4th December, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } **LA CORPORATION DE**
No 8556. } **LA PAROISSE SAINT**
MAJORIQUE, Demanderesse; contre **JOSEPH**
WARD, Défendeur.

La juste moitié nord-ouest du front à la profondeur d'un lot numéro quarante et un ($\frac{1}{2}$ N. O. No. 41), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, contenant soixante et quinze acres en superficie, plus ou moins; tenant en front au nord-est à la rivière Saint-François, de l'autre bout au sud-ouest aux terres du deuxième rang, d'un côté au nord-ouest à Hilaire Labbé, et de l'autre côté au sud-est à Christopher Ward—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Majorique, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 2 décembre 1909. 4887.2
[Première publication, 4 décembre 1909.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **VILAR COTÉ**, failli, et
No 407. } **VITAL ELZEAR PARADIS**, curateur.

1° Un emplacement de vingt-trois pieds de largeur, mesuré sur le chemin public, par quarante-cinq pieds de longueur, formant partie du lot numéro deux cent cinquante-un (251), dans le cinquième rang du canton de Gayhurst, sur le cadastre officiel du comté du Lac Mégantic; borné en front au nord-est au chemin public, du côté sud-est au terrain de Pierre Bilodeau, en arrière au sud-est et du côté nord-ouest par le reste du terrain d'Albert Côté—avec maison en bois dessus construite, servant de magasin et dépendances.

2° Un emplacement formant partie du lot de terre numéro deux cent cinquante-un (251), du canton de Gayhurst, sur les plan et livre de renvoi officiels du comté du Lac Mégantic, de quarante-cinq pieds anglais de front sur cent quatre-vingt-douze pieds anglais de profondeur; borné en front au nord-est par le chemin public, du côté par le sud-est, par l'emplacement d'Elzéar Rancourt, en arrière au sud-ouest et du côté nord-ouest par le terrain d'Oscar Godin, propriétaire actuel au résidu du lot 251.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Samuel de Gayhurst, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER prochain (1910), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 20 décembre 1909.
[Première publication, 24 décembre 1909.] 5141

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **NAPOLEON DUMAS**, De-
No 769. } mandeur; contre **OMER**
DRAPEAU ET AL, Défendeurs.

Le lot numéro trois (3), dans le cinquième rang du canton de Metgermette Nord, selon le cadastre officiel de ce canton.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } **THE CORPORATION OF**
No. 8556. } **THE PARISH OF**
SAINT MAJORIQUE, Plaintiff; against **JOSEPH**
WARD, Defendant.

The just north west half from the front to the depth of the lot number forty one ($\frac{1}{2}$ N. W. No. 41), of the official plan and book of reference for the township of Grantham, containing seventy five acres in superficies, more or less; adjoining in front north easterly to the Saint Francis river, at the other end south westerly to lots of the second range, on one side north westerly to Hilaire Labbé, and on the others side south easterly to Christopher Ward—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Majorique, on the FIFTH day of JANUARY next (1910), at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 2nd December, 1909. 4888
[First published, 4th December, 1909.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **VILAR COTÉ**, insolvent, and
No. 407. } **VITAL ELZEAR PARADIS**, curator.

1. A lot twenty three feet in width, measured on the public road, by forty five feet in length, forming portion of lot number two hundred and fifty one (251), in the fifth range of the township of Gayhurst, on the official cadastre of the county of Lake Mégantic; bounded in front to the north east by the public road, on the south east by the land of Pierre Bilodeau, in the rear to the south east and on the north west side by the remainder of the land of Albert Côté—with a wooden house thereon erected used as a shop and dependencies.

2. A lot forming portion of the lot of land number two hundred and fifty one (251), of the township of Gayhurst, on the official plan and book of reference of the county of Lake Mégantic, of forty five feet, english measure, in front, by one hundred and ninety two feet, english measure, in depth; bounded in front to the north east by the public road, on one side to the south east by the lot of Elzéar Rancourt, in the rear to the south west and on the north west side by the land of Oscar Godin, actual proprietor of the residue of lot 251.

To be sold at the church door of the parish of Saint Samuel de Gayhurst, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 20th December, 1909.
[First published, 24th December, 1909.] 5142

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **NAPOLEON DUMAS**, Plain-
No. 769. } tiff; against **OMER**
DRAPEAU ET AL, Defendants.

Lot number three (3), in the fifth range of the township of Metgermette North, according to the official cadastre of such township.

To be sold at the church door of the parish of

de Saint-Zacharie, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 20 décembre 1909.
[Première publication, 24 décembre 1909.] 5143

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir : } **NAZAIRE DION**, Deman-
No 1781, } deur ; contre **ARISTIDE**
ROYER, fils de Johnny, Défendeur.

Une terre aise et située en la paroisse de Saint-Anselme, concession Saint-Mathieu, contenant deux arpents et onze pieds de front sur trente et un arpents, quatre perches et neuf pieds de profondeur, plus ou moins pour le tout, connue sur le cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Anselme, sous le numéro quatre cent quarante-six (446)—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Anselme, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain (1910), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 29 novembre 1909.
[Première publication, 4 décembre 1909.] 4861.2

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

MANDAT DU MAIRE.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Canada, } **LA VILLE DE SAINT-**
Province de Québec, } **JEAN**, corps politique
District d'Iberville, } et incorporé, ayant son
No 42, } siège d'affaires dans la ville
de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Deman-
dresse ; contre les terres et tenements d'un **PRO-**
PRIETAIRE INCONNU, saisi, savoir :

1° Un lot de terre sis et situé au côté est de la rue Ouest, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro neuf cent quarante cinq (No 945), de la contenance de soixante et douze pieds de largeur par cent quarante-quatre pieds de profondeur, mesure française—sans bâtisses.

2° Un lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro neuf cent quarante-huit (948), de la contenance de soixante et douze pieds de largeur par cent quarante-quatre pieds de profondeur, mesure française—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de JANVIER prochain, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

E. WALTER MAYRAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Saint-Jean, 22 décembre 1909. 5171
[Première publication, 24 décembre 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

MANDAT DU MAIRE.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Canada, } **LA VILLE SAINT-JEAN**,
Province de Québec, } corps politique et incor-
District d'Iberville, } poré, ayant son siège d'affai-
No 77, } res dans la ville de Saint-
Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse ;

Saint Zacharie, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 20th December, 1909.
[First published, 24th December, 1909.] 5144

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Beauce, to wit : } **NAZAIRE DION**, Plaintiff ;
No. 1781. } against **ARISTIDE ROYER**,
son of Johnny, Defendant.

A land being and situate in the parish of Saint Anselme, Saint Mathew concession, containing two arpents and eleven feet in front by thirty one arpents, four perches and nine feet in depth, more or less for the whole, known on the official cadastre of the said parish of Saint Anselme, under number four hundred and forty six (446)—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Anselme, on the FOURTH day of JANUARY next (1910), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 29th November, 1909.
[First published, 4th December, 1909.] 4862

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

MAYOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Iberville.

Canada, } **THE TOWN OF SAINT**
Province of Québec, } **JOHNS**, body politic
District of Iberville, } and incorporate, having its
No. 42, } seat of business in the town
of Saint Johns, in the district of Iberville, Plain-
tiff ; against the lands and tenements of an **UN-**
KNOWN PROPRIETOR, seized, to wit :

1. A lot of land lying and situate on the east side of West street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number nine hundred and forty five (No. 945), containing seventy two feet in width by one hundred and forty four feet in depth, french measure—without buildings.

2. A lot of land lying and situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number nine hundred and forty eight (No. 948), containing seventy two feet in width by one hundred and forty four feet in depth, french measure—without buildings.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the TWENTY FIFTH day of the month of JANUARY next, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon.

E. WALTER MAYRAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Saint Johns, 22nd December, 1909. 5172
[First published, 24th December, 1909].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

MAYOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Iberville.

Canada, } **THE TOWN OF SAINT**
Province of Québec, } **JOHNS**, body politic
District of Iberville, } and incorporated having its
No. 77, } place of business in the
town of Saint Johns, in the district of Iberville,

contre les terres et tenements de EDMOND TREMBLAY, journalier, de la dite ville de Saint-Jean, Défendeur, savoir :

1° Un lot de terre sis et situé au côté est de la rue Saint-Pierre, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro sept cent cinquante-six (No 756), de la contenance de soixante et douze pieds de largeur sur cent quarante quatre pieds de profondeur, mesure française—avec les bâtisses y érigées.

2° Un lot de terre sis et situé à l'angle sud-est des rues Saint-Pierre et Saint-George, en la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro sept cent cinquante-sept (No 757), de la contenance de soixante et douze pieds de largeur sur cent quarante-quatre pieds de profondeur, mesure française—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

E. WALTER MAYRAND,

Bureau du shérif, Député Shérif.
Saint-Jean, 22 décembre 1909. 5169
[Première publication, 24 décembre 1909.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : **EDGAR HORACE CIMON**, de la ville de Fraserville, avocat, Demandeur ; contre **LUC LEBEL**, du même lieu, médecin, Défendeur.

Un terrain faisant partie du lot cadastral numéro deux cent deux (p. 202), de la ville de Fraserville, mesurant en front cent cinquante-six pieds sur la rue Amyot, par deux cents pieds de profondeur, soit de la dite rue Amyot à la rue Joly, sur une largeur de cinquante pieds, faisant front sur les dites deux rues et mesurant cent pieds de profondeur sur une largeur de cent six pieds sur la rue Amyot ; et borné, tout ce terrain, vers le nord-est à la rue Amyot, vers le sud-ouest, partie à la rue Joly et partie à une portion du même lot, à cent pieds de la rue Amyot, tenant vers le sud-est à Stanislas Belle et au nord-ouest à Joseph Charron ; la partie qui mesure cent six pieds de front sur la rue Amyot, et cent pieds de profondeur, touche le terrain de S. Belle—avec maison, étable, hangar et glacière y érigés.

Pour être vendu au bureau du shérif, à Fraserville, le CINQUIEME jour de JANVIER 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 1er décembre 1909. 4899.2
[Première publication, 4 décembre 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

Plaintiff ; against the lands and tenements of EDMOND TREMBLAY, laborer, of the said town of Saint Johns, Defendant, to wit :

1 A lot of land lying and situate on the east side of Saint Peter street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number seven hundred and fifty six (No. 756), containing seventy two feet in width by one hundred and forty four feet in depth, french measure—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land lying and situate at the south east angle of Saint Peter and Saint George streets, in the said town of Saint Johns, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number seven hundred and fifty seven (No. 757), containing seventy two feet in width by one hundred and forty four feet in depth, french measure—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in said town of Saint Johns, on the TWENTY FIFTH day of the month of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

E. WALTER MAYRAND,

Sheriff's Office. Deputy Sheriff.
Saint Johns, 22nd December, 1909. 5170
[First published, 24th December, 1909.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : **EDGAR HORACE CIMON**, of the town of Fraserville, advocate, Plaintiff ; against **LUC LEBEL**, of the same place, physician, Defendant.

A lot of land forming part of cadastral lot number two hundred and two (p. 202), of the said town of Fraserville, measuring in front one hundred and fifty six feet on Amyot street, by two hundred feet in depth, say from the said Amyot street to Joly street, for a width of fifty feet, fronting on the said two streets, and measuring one hundred feet in depth by a width of one hundred and six feet on Amyot street ; and bounded, all this land, on the north east by Amyot street, on the south west partly by Joly street and partly by a portion of the same lot one hundred feet from Amyot street, adjoining on the south east Stanislas Belle, and on the north west Joseph Charron ; the portion measuring one hundred and six feet in front on Amyot street, and one hundred feet in depth joins the land of S. Belle—with house, stable, shed and ice house thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, at Fraserville, on the FIFTH day of JANUARY, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office. Sheriff.
Fraserville, 1st December, 1909. 4900
[First published, 4th December, 1909.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**
No 3439. } **AND MORTGAGE COM-**

PANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de **DAME EUGENIE BRENNAN**, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse séparée de biens de **Maxime Lesage**, du même lieu, et le dit **Maxime Lesage** afin d'autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre, de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, le dit lot contenant vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par l'avenue Mont-Royal—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 21 décembre 1909. 5151
[Première publication, 24 décembre 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **FRANCIS MAURICE**
No 922. } **LAVOIE**, comptable et

employé civique, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tènements de **GEORGE THEOPHILE PRATTE**, du même lieu, en sa qualité de curateur à la personne et aux biens de **Prexilda Pratte**, veuve de feu **Séraphin Duval**, en son vivant du même lieu, interdite pour cause de démence et d'aliénation mentale, Défendeur, égalité.

Un terrain situé dans le quartier Delorimier, de la cité de Montréal—avec circonstances et dépendances; borné en front par la rue Parthenais, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, sous le numéro cent soixante et dix-sept, de la subdivision officielle du lot numéro primitif douze; à distraire de la profondeur du dit terrain une lisière de terrain de six pieds de profondeur par toute la largeur, pour servir de ruelle commune.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1910), à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 21 décembre 1909. 5153
[Première publication, 24 décembre 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Montréal, à savoir : } **REVEREND JOSEPH**
No 378. } **LAROCQUE**, de

Bromptonville, district de Saint-François, prêtre, curé, Demandeur; contre les terres et tènements de **EMERY LAROCQUE**, ci-devant de la cité de Montréal, et maintenant absent de la province de Québec, Défendeur.

1° La moitié indivise d'un lot de terre ou emplacement sis et situé au village du Bassin de Chambly, district de Montréal, de la contenance de deux arpents et trois quarts de front sur dix-sept arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise, connu et désigné comme étant le lot officiel numéro douze (12), des plan et livre de renvoi officiels du village du Bassin de Chambly—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances; borné en front par le chemin de front.

2 La moitié indivise d'un lot de terre ou emplacement sis et situé au dit village du Bassin de Chambly, et connu et désigné comme étant le nu-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**
No. 3439. } **AND MORTGAGE COM-**

PANY, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME EUGENIE BRENNAN**, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, wife separate as to property of **Maxime Lesage**, of the same place, and the said **Maxime Lesage** to authorize his said wife, Defendant.

A lot of land situate in the town of Saint Louis, in the district of Montreal, known and designated as number four, of the official subdivision of lot number one hundred and fifty nine, on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint-Louis, said lot containing twenty five feet in width by eighty feet in depth, more or less, english measure; bounded in front by Mount Royal avenue—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 21st December, 1909. 5152
[First published, 24th December, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **FRANCIS MAURICE LA-**
No. 922. } **VOIE**, accountant and civic

employee, of this city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **GEORGE THEOPHILE PRATTE**, of the same place, in his capacity of curator to the person, and property of **Prexilda Pratte**, widow of the late **Séraphin Duval**, in his lifetime of the same place, interdicted for insanity and mental alienation, Defendant, *es qualité*.

Alot of land situate in Delorimier ward, of the city of Montreal—with circumstances and dependencies; bounded in front by Parthenais street, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation, under the number one hundred and seventy seven, of the official subdivision of lot primitive number twelve; to be subtracted from the said lot a strip of land six feet in depth by the whole width, to be used as a lane in common.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next (1910), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 21st December, 1909. 5154
[First published, 24th December, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Montreal, to wit : } **REVEREND JOSEPH LA-**
No. 378. } **ROCQUE**, of Brompton-

ville, district of Saint Francis, priest, curé, Plaintiff; against the lands and tenements of **EMERY LAROCQUE**, heretofore of the city of Montreal, and now absent for the province of Quebec, Defendant.

1. The undivided half of a lot of land or emplacement lying and situate in the village of Bassin de Chambly, district of Montreal, containing two and three quarter arpents in front by seventeen arpents in depth, without warranty of precise measure, known and designated as being official lot number twelve (12), of the official plan and book of reference of the village of Bassin de Chambly—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded in front by the front road.

2. The undivided half of a lot of land or emplacement lying and situate in the said village of Bassin de Chambly, and known and designated as

méro treize, des plan et livre de renvoi officiels du village Bassin de Chambly—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, faisant le coin du chemin de front et du chemin des dix-huit.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 1er décembre 1909. 4579.2
[Première publication, 4 décembre 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { EMMANUEL BEAULAC, No 2175. } E commerçant, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de JOSEPH BARBEAU, hôtelier, du même lieu, Défendeur.

Deux lots de terre ou emplacement ayant front sur la rue Saint-Louis, maintenant avenue Laurier, connus et désignés sous les numéros de subdivision seize cent soixante et dix-neuf et seize cent quatre-vingt (1679 et 1680), du lot officiel numéro onze (11), des plan et livre de renvoi officiels du village de la côte Saint-Louis—avec les bâtisses y érigées les susdits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 2 décembre 1909. 4903.2
[Première publication, 4 décembre 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { SIMÉON BEAUDIN, No 1123. } S LOUIS J. LORANGER ET PAUL ST GERMAIN, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, et y pratiquant leur profession ensemble et en société sous le nom de Beaudin, Loranger et St. Germain, Demandeurs ; contre les terres et tenements de DAME JULIA SWEENEY, du même lieu, épouse commune en biens de James Clarke, du même lieu, et le dit James Clarke pour autoriser sa dite épouse aux présentes, et maintenant veuve du dit James Clarke, Défenderesse.

Un certain lot de terre—avec bâtisses y érigées, situé dans le quartier Saint-Joseph de la cité de Montréal, étant la moitié nord-ouest du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la dite cité de Montréal, sous le numéro trois cent soixante dix-sept (377), la dite partie nord-ouest ainsi saisie, mesurant environ trente (30) pieds de front par cent (100) pieds de profondeur ; borné en front par la rue Saint-Martin, en arrière par les lots de terre connus et désignés sur les susdits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, sous les numéros trois cent quatre-vingt-onze et trois cent quatre-vingt-douze (391 et 392), du côté nord-ouest par le lot de terre connu et désigné sur les susdits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, sous le numéro trois cent soixante et dix-huit (378), et du côté sud-est par le résidu du dit lot No trois cent soixante et dix-sept.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1910), à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 1er décembre 1909. 4881-2
[Première publication, 4 décembre 1909.]

being number thirteen, of the official plan and book of reference of the village Bassin de Chambly, —with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, forming the corner of the front road and of the road "des dix-huit".

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Chambly, on the SEVENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 1st December, 1909. 4880
[First published, 4th December, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : { EMMANUEL BEAULAC, No. 2175. } E trader, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH BARBEAU, hotelkeeper, of the same place, Defendant.

Two lots of land fronting on Saint Louis street, now Laurier avenue, in the town of Saint Louis, known and designated under the subdivision numbers sixteen hundred and seventy nine and sixteen hundred and eighty (1679 and 1680), of official lot number eleven (11), on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected, the aforesaid two lots forming one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 2nd December, 1909. 4904
[First published, 4th December, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : { SIMÉON BEAUDIN, LOUIS No. 1123. } S J. LORANGER AND PAUL ST. GERMAIN, all three advocates, of the city and district of Montreal, and there practising their profession together and in partnership, under the name of Beaudin, Loranger and St. Germain, Plaintiffs ; against the lands and tenements of DAME JULIA SWEENEY, of the same place, wife common as to property of James Clarke, of the same place, and the said James Clarke to authorize his said wife for the purposes hereof, and now widow of the said James Clarke Defendant.

A certain lot of land—with buildings thereon erected, situate in Saint Joseph's ward of the city of Montreal, being the north west half of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward of the said city of Montreal, under the number three hundred and seventy seven (377) the said north west portion thus seized measuring about thirty (30) feet in front by one hundred (100) feet in depth ; bounded in front by Saint Martin street, in the rear by the lots of land known and designated on the aforesaid official plan and book of reference of Saint Antoine ward, under the numbers three hundred and ninety one and three hundred and ninety two (391 and 392) on the north west side by the lot of land known and designated on the aforesaid official plan and book of reference of Saint Antoine ward, under the number three hundred and seventy eight (378), and on the south east side by the remainder of the said lot number three hundred and seventy seven.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 1st December, 1909. 4882
[First published, 4th December, 1909.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Bryson.

Province de Québec, } **ALEXANDRE MA-**
District du Pontiac, } **JEAU**, commis, de
No 1042. } Ville-Marie, comté de
Pontiac, Demandeur; contre **EPHREM COTNOIR**,
ci-devant de Ville-Marie, comté de Pontiac, Défendeur, à savoir :

Toute cette partie du lot vingt-trois (23), du canton Duhamel, comté de Pontiac, contenant soixante (60) pieds par cent cinquante (150) pids; borné à l'est à la rue Saint-Jean-Baptiste, vers le sud à Clodomir Bourdon, vers le nord à Venant Ethier, à l'ouest partie à Zéphyrin Rouleau, partie à Bernadin Desrochers—et les bâtisses y érigées.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans le village de Ville-Marie, dans la seconde division du comté de Pontiac, le **CINQUIEME** jour de janvier 1910, à **DIX** heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du shérif. Shérif.
Bryson, 26 novembre 1909. 4849.2
[Première publication, 4 décembre 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **JOSEPH DUFORD**,
No 197. } du canton de Compton, district de Saint-François, bourgeois, Demandeur; contre **MICHEL DUCHARME** et **LOUIS DUCHARME**, tous deux dans le canton de Compton, dit district, Défendeurs; Philippe Robert et Edmond Girardin, tous deux cultivateurs du canton de Compton, district de Saint-François, tiers saisis.
Saisi comme appartenant à Edmond Girardin, l'un des dits tiers saisis, l'immeuble ci-après décrit :

Ce certain morceau de terre sis et situé dans le canton de Clifton, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant les soixante acres sud du lot numéro vingt B (20 B), dans le neuvième rang, sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Clifton. Ce dit morceau de terre étant borné comme suit : au nord par le résidu du dit lot numéro vingt B (20 B), au sud par le lot numéro dix-neuf (19), du dit neuvième rang, à l'est par le lot numéro vingt (20), du huitième rang du dit canton, et à l'ouest par le lot numéro vingt A (20 A), du dit neuvième rang—avec les bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, de Martinville, le **VINGT-SEPTIEME** jour de **JANVIER** prochain, 1910, à **DEUX** heures de l'après-midi.

HENRY AYLME,

Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 22 décembre 1909. 5161
[Première publication, 24 décembre 1909.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Bryson.

Province of Quebec, } **ALEXANDRE MA-**
District of Pontiac, } **JEAU**, clerk, of Ville
No. 1042. } Marie, county of Pontiac,
Plaintiff; against **EPHREM COTNOIR**, heretofore of Ville Marie, county of Pontiac, Defendant, to wit :

All that part of lot twenty three (23), of the township Duhamel, county of Pontiac, containing sixty (60) feet by one hundred and fifty (150) feet; bounded on the east by Saint Jean Baptiste street, on the south by Clodomir Bourdon, on the north by Venant Ethier, on the west partly by Zéphyrin Rouleau, partly by Bernadin Desrochers—and the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the village of Ville Marie, in the second division of the county of Pontiac, on the **FIFTH** day of **JANUARY**, 1910, at **TEN** o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 26th November, 1909. 4850
[First published, 4th December, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **JOSEPH DUFORD**, of
No. 197. } the township of Compton, district of Saint Francis, gentleman, Plaintiff; against **MICHEL DUCHARME** and **LOUIS DUCHARME**, both of the township of Compton, said district, Defendants; Philippe Robert and Edmond Girardin, both farmers of the township of Compton, district of Saint Francis, garnishees.

Seized as belonging to Edmond Girardin, one of the said garnishees, the immovable hereinafter described :

This certain piece of land lying and situate in the township of Clifton, in the district of Saint Francis, known and designated as being the sixty acres south of lot number twenty B (20 B), in the ninth range, on the cadastral plan and official book of reference of the said township of Clifton. The said piece of land being bounded as follows : on the north by the remainder of the said lot number twenty B (20 B), on the south by lot number nineteen (19), of the said ninth range, on the east by lot number twenty (20), of the eighth range of the said township, and on the west by lot number twenty A (20 A), of the said ninth range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Martin de Martinville, on the **TWENTY SEVENTH** day of **JANUARY** next, 1910, at **TWO** o'clock in the afternoon.

HENRY AYLME,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 22nd December, 1909. 5162
[First published, 24th December, 1909.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } **LA CORPORATION**
No 51. } **LEPISCOPALE**
CATHOLIQUE ROMAINE DE SAINT-HYACINTHE, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, Demanderesse; contre **LA COMPAGNIE DE MACADAM DE SAINT-HYACINTHE**, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, Défenderesse.

Un chemin macadamisé appartenant à la compagnie de macadam, de Saint-Hyacinthe, commençant le dit chemin dans cette partie de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, maintenant connu sous le nom de village Saint-Joseph, à l'extrémité sud du pont de péage connu sous le nom de Pont du Centre et se continuant le dit chemin jusqu'à la paroisse de Saint-Dominique, en traversant le village de Saint-Joseph, suivant le raccourci qui va à la route de Saint-Dominique et la dite route, jusqu'au chemin de front du rang Saint-Dominique, et le dit chemin de front, jusqu'au pied des côtes de Saint-Dominique, vis-à-vis la terre de la corporation du séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, étant le lot numéro 218, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Dominique, et aussi toute cette partie du même chemin macadamisé, commençant à l'extrémité nord-est du pont de péage appartenant à la société du Pont-Neuf de Saint-Hyacinthe, à aller jusqu'au chemin du troisième rang de Sainte-Rosalie, dans le dit village de Saint-Joseph, en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, le dit chemin macadamisé situé dans le village Saint-Joseph, en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, dans le comté de Saint-Hyacinthe, pour la plus grande partie, et sur environ douze arpents de longueur dans la paroisse de Saint-Dominique, dans le comté de Bagot—avec ensemble tous les droits immobiliers appartenant à la dite compagnie de macadam et tous les droits, franchises et privilèges y attachés, y compris un terrain situé à l'encoignure des rangs Sainte-Marie-Anne et Saint-Dominique, en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, de la contenance de soixante pieds sur le rang Sainte-Marie-Anne, par quatre vingt dix pieds sur le rang Saint-Dominique, étant la partie sud du lot numéro cent quatre-vingt-ouze (191) du plan cadastral de la dite paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, avec une maison et autres dépendances y érigées, ainsi que les barrières de péage érigées le long du dit chemin et servant à son exploitation, de plus deux rouleaux à neige, une paire de sleighs-doubles, une charrette à neige, deux sets de bacculs, un scraper d'été et autres accessoires servant à l'entretien et qui sont nécessaires à l'exploitation du dit chemin macadamisé et partant sont immeubles pour destination.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, **MARDI**, le **VINGT-CINQUIÈME** jour de **JANVIER** prochain, (1910), à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 20 décembre 1909. 5157
[Première publication, 24 décembre 1909.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit: } **THE ROMAN CATHO-**
No. 51. } **LIC EPISCOPAL**
CORPORATION OF SAINT HYACINTH, a body politic and corporate, having its business office in the city and district of Saint Hyacinth, Plaintiff; against **THE SAINT HYACINTH MACADAMIZING COMPANY**, a body politic and corporate, having its business office in the city and district of Saint Hyacinth, Defendant.

A macadamized road belonging to the Saint Hyacinth macadamizing company, said road beginning in that part of the parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, now known under the name of village of Saint Joseph, at the southern end of the toll-bridge known under the name of Centre Bridge, and extending to the parish of Saint Dominique, traversing the village of Saint Joseph, following the shortened route leading to the Saint Dominique road, and the latter to the front road of the Saint Dominique concession, and the latter front road to the foot of the Saint Dominique hills, opposite to the land of the seminary of Saint Hyacinth d'Yamaska, being the lot number 218, of the official cadastre of the parish of Saint Dominique, and also the whole part of the same macadamized road, beginning at the north east end of the toll bridge belonging to la Société du Pont-Neuf de Saint Hyacinthe, and extending to the road in the third range of Sainte Rosalie, in the said village of Saint Joseph, in the parish of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, the said macadamized road situate for greatest part in the village of Saint Joseph, in the parish of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, in the county of Saint-Hyacinth, and on about twelve arpents in length in the parish of Saint Dominique, in the county of Bagot—with together all the real estates belonging to the said Saint Hyacinth macadamizing company and all the rights, franchises and privileges attached therein, including a piece of land situate at the corner of Sainte Marie Anne and Saint Dominique ranges, in the parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, containing sixty feet on Sainte Marie Anne range, and ninety feet on Saint Dominique range, being the south part of lot number one hundred and ninety one (191), on the official cadastre of the parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, with a building and other dependencies thereon erected, and also the toll-gates erected along the said road and used for its working, and moreover two snow-rollers, a pair of double-sleighs, a snow-plow, two sets of baccul, a scraper and other accessories using for the repair and working of said macadamized road, and consequently becoming immovables by destination.

To be sold in my office, in the court house, in the city of Saint Hyacinth **TUESDAY**, on the **TWENTY FIFTH** day of **JANUARY** next (1910), at **TEN** of the clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 20th December, 1909. 5158
[First published, 24th December, 1909.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Terrebonne.
District de Terrebonne, } **JOHN LOUIS**
Sainte-Scholastique, à savoir : } **SABBATH &**
No 360. } **CO., Demandeurs ;**
vs **J. C. ROMEO TURCOTTE, Défendeur, à sa-**
voir :

Un emplacement situé en la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Saint-Jérôme, sous le numéro dix-sept (No 17), de la subdivision du No 284d—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la ville de Saint-Jérôme, le **VINGT-SEPTIEME** jour de **JANVIER** prochain 1910, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 21 décembre 1909. 5165
[Première publication, 24 décembre 1909.]

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE
TERREBONNE.

Avis public est par le présent donné que, **LUNDI**, le 27 DECEMBRE courant, à 10 heures a. m., les immeubles ci-après désignés seront vendus pour taxes à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne, savoir :

Les lots décrits aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du comté de Terrebonne, étant : 1° le No cent trente et un (No 131), appartenant à la succession Ulric Latour ; 2° le No trois cent soixante et treize (No 373), appartenant à Camille Drapeau en une propriété et à Camille Barrette en usufruit.

AMÉDÉE JASMIN,

Secrétaire-trésorier.

Terrebonne, 4 décembre 1909. 5021-2

Proclamation

Canada.
Province of
Québec.

C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDOUARD VII par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner.—**SALUT.**

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Assistant-Procureur-Général
suppléant.

A TTENDU que dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the county of Terrebonne.
District of Terrebonne, } **JOHN LOUIS**
Sainte Scholastique, to wit : } **SABBATH & CO,**
No 360 } **Plaintiffs ; vs J. C.**
ROMEO TURCOTTE, Defendant, to wit :

A lot situate in the town of Saint Jerome, county and district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the town of Saint Jerome, under the number seventeen (No. 17), of the subdivision of No. 284d—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door in the town of Saint Jerome, on the **TWENTY SEVENTH** day of **JANUARY** next, 1910, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office. Sheriff.
Sainte Scholastique, 21st December, 1909. 5166
[First published, 24th December, 1909]

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF
TERREBONNE.

Public notice is hereby given that, on **MONDAY**, the 27th of **DECEMBER** instant, at 10 o'clock a. m., the immovables hereinafter designated shall be sold for taxes at the catholic church door of the parish of Saint Louis de Terrebonne, to wit :

The lots described on the official plan and book of reference of the town of Terrebonne, on the hypothecary cadastre of the county of Terrebonne, being : 1. number one hundred and thirty one (131) belonging to the estate Ulric Latour ; 2. number three hundred and seventy three (No. 373), the ownership of which is vested in Camille Drapeau and the usufruct in Camille Barrette.

AMÉDÉE JASMIN,

Secretary treasurer.

Terrebonne, 4th December, 1909. 5022

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

C A P. PELLETIER.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—**GREETING :**

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Acting Deputy Attorney
General

W HEREAS, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitled : "An Act for the union of Canada, Nova Scotia and

gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;" Et ATTENDU que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Montcalm, dans le district de Joliette, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Rolland".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Rolland", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Montcalm, dans le dit district de Joliette, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Jules Allard, Notre Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite province de Québec, fait au lieutenant-gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le canton "Rolland," situé dans le comté de Montcalm, est borné au sud-est par le canton Archambault, au sud ouest par les cantons Grandison et Marchand, au nord-ouest par le canton Nantel (projeté), et au nord-est par les terres vacantes de la couronne; son périmètre peut-être décrit comme suit, savoir :

Partant du coin nord du canton Archambault, qui est aussi le coin ouest du canton Lussier et le coin est du dit canton Rolland, la limite nord-ouest du dit canton Archambault telle qu'elle est actuellement établie sur le terrain, sur la course sud quarante-cinq degrés ouest (S. 45° O.) astronomique et sur une longueur de huit cent quarante-neuf chaînes et vingt mailles (849.20), plus ou moins, jusqu'au coin ouest du dit canton Archambault, qui est aussi le coin sud du dit canton Rolland, sur la limite nord-est du canton Grandison; de là, sur la course nord quarante-cinq degrés ouest (N. 45° O.) est. et sur une longueur de huit cents (800) chaînes, plus ou moins; la dite limite nord-est du canton Grandison et celle du canton Marchand, qui lui fait suite, jusqu'à un point situé dans la ligne d'exploration de Carolus Laurier, tirée en 1871, divisant le dit canton Rolland du dit canton Nantel (projeté); de là, cette ligne d'exploration, sur la course nord quarante-cinq degrés est (N. 45° E.) est. et sur une longueur de huit cent quarante-neuf chaînes et vingt mailles (849.20), plus ou moins, jusqu'au coin est du dit canton Nantel (projeté), qui est aussi le coin nord du dit canton Rolland; de là, enfin, dans une direction sud quarante-cinq degrés est (S. 45° E.) est., la ligne tirée par le dit arpenteur Carolus Laurier, en 1871, formant maintenant la limite nord-est du dit canton Rolland, une longueur de huit cents (800) chaînes, plus ou moins, jusqu'au point de départ.

Le territoire ci-dessus décrit couvre une superficie de soixante-huit mille (68,000) acres, plus ou moins, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

Et DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TRENTE ET UNIEME jour du mois de DECEMBRE courant sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du

New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant-Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof;" AND WHEREAS We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Montcalm, in the district of Joliette, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Rolland."

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township Rolland, that certain tract of our waste lands situate and being in the said county of Montcalm, in the said district of Joliette, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Jules Allard, Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township "Rolland", situate in the county of Montcalm, is bounded on the south-east by the township Archambault, on the south-west by the townships Grandison and Marchand, on the north-west by the township Nantel (projected), and on the north-east by the wild lands of the Crown; its perimeter may be described as follows, to wit :

Starting from the north corner of the township Archambault, which is also the western corner of the township Lussier and the eastern corner of the said township Rolland, the north-west boundary of the township Archambault as now established on the land, on a south astronomical course forty five degrees west (S. 45° W.) and for a length of eight hundred and forty nine chains and twenty links (849.20), more or less, to the western corner of the said township Archambault, which is also the south corner of the said township Rolland, on the north-east boundary of the township Grandison; thence, on a north astronomical course forty five degrees west (N. 45° W.), and for a length of eight hundred (800) chains, more or less, the said north-east boundary of the township Grandison and that of the township Marchand, which follows it, to a point situate in the exploration line of Carolus Laurier, drawn in 1871, dividing the said township Rolland from the said township Nantel (projected); thence, this exploration line on a northern course forty five degrees east astronomically (N. 45° E.), and for a length of eight hundred and forty nine chains and twenty links (849.20), more or less, to the eastern corner of the said township Rolland; thence finally, in a southern direction forty five degrees east astronomically (S. 45° E.), the line drawn by the said surveyor Carolus Laurier, in 1871, now forming the north-eastern boundary of the said township Rolland, a length of eight hundred chains (800), more or less, to the point of departure.

The above described territory covers a superficies of sixty eight thousand (68,000) acres, more or less, as whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the THIRTY FIRST day of the month of DECEMBER instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the

dit TRENTE ET UNIEME jour du mois de DECEMBRE courant, un canton sous le nom du canton "Rolland", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant le dit canton tel que modifié par les présentes comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Frère distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUINZIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

5195

Sous-secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

La compagnie "High Falls Mining Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William Grier, de Montréal.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 18 décembre 1909.

5193

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Richmond, le cercle ci-dessus est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Claude."

G. A. GIGAULT,

Sous-Ministre de l'Agriculture.

Québec, 21 décembre 1909.

5159

Avis Divers

PROVINCE DE QUEBEC.

Municipalité du comté de Montmagny.

Aux habitants de cette municipalité.

Avis public est par le présent donné par le soussigné, W. Nicole, secrétaire-trésorier de la susdite

said THIRTY FIRST day of the month of DECEMBER instant, changing the township Rolland, to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbouding, mismaning or other imperfections or omissions of or concerning the said tract of township as changed by these presents.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed; WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTEENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

5196

Government Notices

"The High Falls Mining Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec. The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William Grier, of Montreal.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 18th December, 1909.

5194

Public notice is hereby given that the farmers club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Richmond, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the [parish of Saint Claude]".

G. A. GIGAULT,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 21st December, 1909.

5160

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Municipality of the county of Montmagny.

To the inhabitants of said municipality.

Public notice is hereby given by the undersigned, W. Nicole, secretary treasurer of the afore-

municipalité, que le conseil de la susdite municipalité, à une séance spéciale tenue le 30 septembre 1909, a passé les résolutions suivantes : Attendu qu'une demande a été faite par la municipalité du Cap Saint-Ignace, demandant l'érection de la paroisse de Sainte-Appoline, en municipalité, et attendu que d'après un état de la population résidente, fourni par M. le Curé de Sainte-Appoline, qu'il y a 71 familles, donnant une population de 389 âmes ; alors il est proposé par M. le maire J. B. A. Guimont, secondé par M. le maire Georges Labonté, et résolu unanimement, qu'il soit fait droit à la dite demande, et que la paroisse de Sainte-Appoline comprenant tout le canton Patton, avec les trois concessions (côté sud), du canton Bourdages, soit détachée de la municipalité du Cap Saint-Ignace, et érigée en municipalité civile, sous le nom de la municipalité de la paroisse de Sainte-Appoline de Patton, pour toutes fins municipales. Il est ensuite proposé par le maire Damas Bélanger, secondé par M. le maire Alphonse Lemieux, que conformément à la même demande de la municipalité du Cap Saint-Ignace, que les quatre autres concessions du canton Bourdages (côté nord), dans le comté Montmagny, soient annexées à la municipalité du Cap Saint-Ignace, pour toutes fins municipales ; ces quatre concessions étant le quatrième, cinquième, sixième et septième rangs du dit canton Bourdages, et que ces résolutions ont été approuvées par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Donné ce vingt-quatre jour du mois de décembre 1909.

WENCESLAS NICOLE,
Secrétaire trésorier, C. M. C. M.

5167

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
Dame Louise Rodier, de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, dit district, épouse commune en biens de Joseph Loranger, cultivateur, du même lieu, et temporairement à Crompton, dans l'état de Rhodes Island, l'un des états-unis d'Amérique, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Loranger, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans ce district, par la demanderesse contre le défendeur.

BEAUPARLANT & MARIN.

Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 22 décembre 1909. 5173

Cour Supérieure.—Kamouraska.
No 4334.

Dame Marie Louise Itzweire, épouse commune en biens de Luc Lebel, médecin, de la ville de Fraserville, a institué, le 11 novembre dernier (1909), une action en séparation de biens contre son dit époux.

W. A. POTVIN,

Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 20 décembre 1909. 5187

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 5101.

Dame Marie Rose Anne Boucher, épouse commune en biens de Joseph Louis Bruno Leclaire, industriel, tous deux de la cité de Sorel, district de Richelieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

G. E. MATHIEU,

Avocat de la demanderesse.

Sorel, 21 décembre 1909. 5191

said municipality, that the council of the aforesaid municipality at a special session held on the 30th September, 1909, passed the following resolutions : Whereas application has been made by the municipality of Cap Saint Ignace, praying for the erection of the parish of Sainte Appoline into a municipality, and whereas in accordance with a statement of the resident population, supplied by the Curé of Sainte Appoline, that there are 71 families therein, making a population of 389 souls ; it was then proposed by mayor J. B. A. Guimont, seconded by mayor Georges Labonté and unanimously resolved, that right be done to the said application, and that the parish of Sainte Appoline comprising all the township Patton, with the three concessions (south side) of the township Bourdages, be detached from the municipality of Cap Saint Ignace, and erected into a civil municipality, under the name of municipality of the parish of Sainte Appoline de Patton, for all municipal purposes. It was thereafter proposed by Mayor Damas Bélanger, seconded by mayor Alphonse Lemieux, that in accordance with the same application of the municipality of Cap Saint Ignace, that the four other concessions of the township Bourdages (north side), on the county of Montmagny, be annexed to the municipality of Cap Saint Ignace, for all municipal purposes ; these four concessions being the fourth, fifth, sixth and seventh ranges of the said township Bourdages, and that the said resolutions have been approved by His Honor the Lieutenant Governor in Council.

Given this twenty fourth day of the month of December, 1909.

WENCESLAS NICOLE,
Secretary treasurer, M. C. C. M.

5168

Province of Quebec, }
District of St. Hyacinth. } *Superior Court.*
Louise Rodier, of the parish of Saint Hyacinth Le Confesseur, said district, wife common as to property of Joseph Loranger, farmer, of the same place, and temporarily in Crompton, in the state of Rhodes Island, one of the united states of America, duly authorized to "ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Loranger, Defendant.
An action was instituted this day, in this district, by the plaintiff, against defendant, for separation as to property.

BEAUPARLANT & MARIN,

Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 22nd December, 1909. 5174

Superior Court.—Kamouraska.
No. 4334.

Dame Marie Louise Itzweire, wife common as to property of Luc Lebel, physician, of the town of Fraserville, has, this 11th day of November last (1909), instituted an action for separation as to property against her said husband.

W. A. POTVIN,

Attorney for plaintiff.

Fraserville, 20th December, 1909. 5188

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 5101.

Dame Marie Rose Anne Boucher, wife common as to property of Joseph Louis Bruno Leclaire, manufacturer, both of the city of Sorel, district of Richelieu, has, this day, instituted a suit for separation as to property against her said husband.

G. E. MATHIEU,

Attorney for plaintiff.

Sorel, 21st December, 1909. 5192

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. E. P. Gagné, plombier, de
Chambly Basin, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11 janvier 1910, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.

11^e Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 24 décembre 1909. 5163

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No. 156.

Dans l'affaire de Silas W. Cheesman, commerçant, de Saint André d'Argenteuil, district de Terrebonne, Insolvable ;

William J. Quinn, comptable, des cité et district de Montréal, Requérent.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour Supérieure à Sainte-Scholastique.

GAGNON & FORTIER,
Protonotaire C. S.

J. Desautels,
Gardien provisoire.
Sainte-Scholastique, 18 décembre 1909. 5189

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Victor St. André, hôtelier, de la cité de Montréal, Failli ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations devront être filées à mon bureau dans les 30 jours afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 17 décembre 1909. 5183

District de Québec.

George Savard, de Saint-Alban, industriel, a, le 15 décembre 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 16 décembre 1909. 5199

District de Québec.

Re P. H. Giguère, marchand tailleur, Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 20 décembre 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 23 décembre 1909. 5197

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of J. E. P. Gagné, plumber, of
Chambly Basin, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 11th of January, 1910, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montréal, 24th December, 1909. 5164

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 156.

In the matter of Silas W. Cheesman, trader, of Saint André d'Argenteuil, district of Terrebonne, Insolvent ;

and

William J. Quinn, accountant, of the city and district of Montreal, Petitioner.

Notice is hereby given that the said debtor, has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Sainte Scholastique.

GAGNON & FORTIER,
Prothonotary S. C.

J. Desautels,
Provisional guardian.
Sainte Scholastique, 18th December, 1909. 5190

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Victor St. André, hotel-keeper, of the city of Montréal, Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that by order of this court, I was, this day, appointed curator to the property of the aforesaid, insolvent.

Claims must be filed at my office within 30 days to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montréal, 17th December, 1909. 5184

District of Quebec.

George Savard, of Saint Alban, industrial, has, on the 15th of December 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of the creditors at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, December 16th, 1909. 5200

District of Quebec.

Re P. H. Giguère, tailor merchant, Quebec, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 20th December, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Quebec, 23rd December, 1909. 5198

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Joseph Chaput, embouteilleur de
 bière, Montréal, Failli.
 Avis est donné que, le 9e jour de décembre 1909,
 par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux
 biens du dit failli.

Les réclamations assermentées doivent être pro-
 duites à mon bureau dans les trente jours de cette
 date.

H. LAURENCELLE,
 Curateur.

Bureau : 58, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 16 décembre 1909. 5177

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 John Murison, Failli.
 Avis est donné que le failli a fait cession de ses
 biens, le 20 décembre courant, et que j'ai été nommé
 gardien provisoire.

JOHN J. ROBSON,
 Gardien provisoire.

Board of Trade Bldg, Montreal.
 Montréal, 21 décembre 1909. 5181

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 237.
 Dans l'affaire de Asher Pierce, Demandeur ;

J. R. Samson & Cie, Défendeurs.
 Avis est par le présent donné que, le 22e jour de
 décembre 1909, par un ordre de la cour supérieure,
 j'ai été nommé curateur à la succession des défen-
 deurs, qui ont fait un abandon judiciaire de tous
 leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.
 Toutes réclamations devront être produites d'ici
 à un mois.

J. M. MARCOTTE,
 Curateur.

No 107, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 22 décembre 1909. 5179

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Dame Sarah Gratton et vir,
 (Albert Lefebvre & Cie), Montréal, P. Q., Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 20e jour de
 décembre 1909, par ordre de la cour, les soussignés
 ont été nommés curateurs conjoints des biens de la
 susdite faillie, qui en a fait un abandon judiciaire
 pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent
 être déposées entre nos mains sous trente jours de
 cette date.

H. V. DUGGAN,
 JOS. DESAUTELS,
 Curateurs conjoints.

No 14, Place Phillips, Montréal.
 Montréal, 22 décembre 1909. 5175

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re Dame Annie Ness " British Jobbing Co.,
 marchande de chaussures, de Montréal, Insolvable ;

et
 Auguste Leblanc, Curateur.
 Avis est par les présentes donné que, par ordre
 de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux
 biens de la susdite insolvable.

Les réclamations devront être filées à mon bureau,
 dans les 30 jours, afin d'être colloquées sur la
 feuille de dividende.

AUGUSTE LEBLANC,
 Curateur.

Bureau de Alexandre Desmarteau,
 60, Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 17 décembre 1909. 5185

Provinces of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Joseph Chaput, beer bottler, Mon-
 treal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 9th day of
 December, 1909, by order of the court, I was ap-
 pointed curator to the estate of the above named
 insolvent.

Sworn claims must be filed at my office within
 thirty days from this date.

H. LAURENCELLE,
 Curator.

Office : 58, Saint James street.
 Montreal, 16th December, 1909. 5178

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 John Murison, Insolvent.
 Notice is hereby given that the insolvent has
 made a judicial abandonment of his property, the
 20th December instant, and that I have been ap-
 pointed provisional guardian.

JOHN J. ROBSON,
 Provisional guardian.

Board of Trade Bldg, Montreal.
 Montreal, 21st December, 1909. 5182

Provinces of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 237.
 In the matter of Asher Pierce, Plaintiff ;

J. R. Samson & Cie, Défendants.
 Notice is hereby given that, on the 22nd day of
 December, 1909, by order of the superior court, I
 was appointed curator to the estate of the said
 defendants, who have made a judicial abandonment
 of all assets for the benefit of their creditors.
 Claims must be filed within a month.

J. M. MARCOTTE,
 Curator.

No. 107, Saint James street.
 Montreal, 22nd December, 1909. 5180

Provinces of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Dame Sarah Gratton et vir (Albert
 Lefebvre & Cie), Montréal, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 20th day of
 December, 1909, by an order of the court, the
 undersigned have been appointed joint curators to
 estate of the above named, who has made a judicial
 abandonment of her property for the benefit of her
 creditors.

Sworn claims must be filed in our hands within
 thirty days from this date.

H. V. DUGGAN,
 JOS. DESAUTELS,
 Joint curators.

No. 14, Phillips Place, Montreal.
 Montreal, 22nd December, 1909. 5176

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re Dame Annie Ness, " British Jobbing Co.",
 boot and shoe merchant, of Montreal, Insolvent ;

and
 Auguste Leblanc, Curator.
 Notice is hereby given that, by order of this
 court, I was, this day, appointed curator to the
 property of the aforesaid insolvent.

Claims must be filed at my office within thirty
 days to be collocated on the dividend sheet.

AUGUSTE LEBLANC,
 Curator.

Office of Alexandre Desmarteau,
 60, Notre Dame East, Montreal.
 Montreal, 17th December, 1909. 5186

Index de la Gazette Officielle de Québec No 52.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—Dmes Beauchamp vs Duquette, 2166 ; Bessette vs Benoit, 2165 ; Bissonnette vs Bissonnette, 2166 ; Boucher vs Leclaire, 2181 ; Dagenais vs Varin, 2166 ; Dion vs Mignault, 2167 ; Deslauriers vs Fleury, 2166 ; Itzweire vs Lebel, 2180 ; Lefebvre vs Lauzon, 2166 ; Levesque vs Lamouche, 2167 ; Rodier vs Loranger, 2180 ; Rodrigue vs Deblois, 2166 ; Sarvail vs Bartholet, 2165 ; Boucher (Dme) vs Leclaire, 2181.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 2257.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 2161 ; Conseil législatif, 2169

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Paroisse de Sainte-Claude, 2179.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—High Falls Mining Coy, 2179.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Corporation de la ville d'Aylmer, 2163 ; Presner, Louis et al, 2163 ; The Saint Nicholas Greek Syrian Orthodox Church, 2163.

EXAMENS :—Montréal, 2164 ; Québec, 2165 ; Saint-François, 2165 ; Trois-Rivières, 2154.

FAILLIS :—Alder, 2168 ; Chaput, 2181 ; Cheesman, 2182 ; Gagné, 2180 ; Gibeau, 2167 ; Gratton et vir (Dme), 2181 ; Joncas, 2169 ; Laurence & Cie, 2167 ; Marceau, 2168 ; Michaud, Moore & Sons, 2169 ; Murison, 2181 ; Ness (Dme), 2180 ; Samson & Cie, 2181 ; St-André, 2168 ; Taylor, 2168.

LETTERES PATENTES :—The Canada Mattress Manufacturing Coy, 2169 ; The House of Browne, 2158.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 2157 ; Erection du canton Rolland, 2177.

RÉSOLUTION :—Sainte-Apolline de Patton, Comté de Montmagny, 2179.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—Municipalité, ville de Terrebonne, 2177.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—La corporation de la paroisse de Saint-Majorique vs Ward, 2170 ; Lafond vs Lacourse, 2169 ; Landry (Dme) vs Gauthier, 2169.

BEAUCOUC :—Côté, failli, 2170 ; Dumas vs Drapeau, et al, 2170.

IBERVILLE :—La ville de Saint-Jean vs Inconnu, 2171 ; La ville de Saint-Jean vs Tremblay, 2171.

KAMOURASKA :—Cimon vs LeBel, 2172.

MONTREAL :—Beaulac vs Barbeau, 2174 ; Beaudin, et al vs Clarke, 2174 ; Larocque (Rév.) vs

Index of the Quebec Official Gazette, No. 52.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Beauchamp vs Duquette, 2166 ; Bessette vs Benoit, 2165 ; Bissonnette vs Bissonnette, 2166 ; Boucher vs Leclaire, 2181 ; Dagenais vs Varin, 2166 ; Dion vs Mignault, 2167 ; Deslauriers vs Fleury, 2166 ; Itzweire, vs Lebel, 2180 ; Lefebvre vs Lauzon, 2166 ; Levesque vs Lamouche, 2167 ; Rodier vs Loranger, 2180 ; Rodrigue vs Deblois, 2166 ; Salvail vs Bertholet, 2165 ; Boucher (Dme) vs Leclaire, 2181.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 2257.

PRIVATE BILLS, P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 2129 ; Legislative Council, 2161.

FARMERS CLUB :—Formation of :—Parish of Sainte Claude, 2179.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—High Falls Mining Coy, 2179.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Corporation of the town of Aylmer, 2163 ; Presner, Louis et al, 2163 ; The Saint Nicholas Greek Syrian Orthodox Church, 2163.

EXAMINATIONS :—Montreal, 2164 ; Quebec, 2165 ; Saint Francis, 2165 ; Three Rivers, 2164.

INSOLVENTS :—Alder, 2168 ; Chaput, 2181 ; Cheesman, 2182 ; Gagné, 2180 ; Gibeau, 2167 ; Gratton et vir (Dme), 2181 ; Joncas, 2169 ; Laurence & Co., 2167 ; Marceau, 2168 ; Michaud, Moore & Sons, 2169 ; Murison, 2181 ; Ness (Dme), 2180 ; Samson & Co., 2181 ; St-André, 2168 ; Taylor, 2168

LETTERS PATENT :—The Canada Mattress Manufacturing Coy, 2159 ; The House of Browne, 2158.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 2157 ; Township Rolland erected, 2177.

RESOLUTION :—Sainte Apolline de Potten, County of Montmagny, 2179.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—Municipality, town of Terrebonne, 2177.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—The corporation of the parish of Saint Majorique vs Ward, 2170 ; Lafond vs Lacourse, 2169 ; Landry (Dme) vs Gauthier, 2169.

BEAUCOUC :—Côté, insolvent, 2170 ; Dumas vs Drapeau, et al, 2160.

IBERVILLE :—The town of Saint John vs Unknown, 2171 ; The town of Saint John vs Tremblay, 2171.

KAMOURASKA :—Cimon vs LeBel, 2172.

MONTREAL :—Beaulac vs Barbeau, 2174 ; Beaudin, et al, vs Clarke, 2174 ; Larocque (Rev.) v

Larocque, 2173 ; Lavoie vs Pratte, 2173 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme Brannan, 2163.

PONTIAC :—Majeau vs Cotnoir, 2175.

SAINT-HYACINTHE :—La Corporation Episcopale Catholique Romaine de Saint-Hyacinthe, 2176.

TERREBONNE :—Sabbath & Co. vs Turcotte, 2177.

Larocque, 2173 ; Lavoie vs Pratte, 2173 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme Brannan, 2173.

PONTIAC :—Majeau vs Cotnoir, 2175.

SAINT HYACINTH :—The Roman Catholic Episcopal Corporation of Saint Hyacinth, 2176.

TERREBONNE :—Sabbath & Co. vs Turcotte, 2177.